

Communiqué de presse

Paris, le 18 octobre 2020

Samuel Paty : l'heure est au recueillement, pas aux récupérations

À la suite de l'assassinat ignoble de notre collègue, l'heure est avant tout au recueillement.SUD éducation a appelé les personnels à participer aux rassemblements en hommage à notre collègue, notamment à toutes les initiatives prévues le dimanche 18 octobre. L'heure est au recueillement, au deuil et à la solidarité avec les proches, la famille, les élèves et collègues de Samuel Paty.

Les dérapages islamophobes, qui se sont multipliés à la faveur du débat autour de la loi dite sur les "séparatismes", ont depuis hier encore crû en intensité. Des personnalités médiatiques, des responsables politiques, des parlementaires, se croient autorisé-es à déverser leur haine. SUD éducation condamne toutes les généralisations, stigmatisations et récupérations réactionnaires de ce drame, d'où qu'elles viennent.

Les personnels savent que l'éducation, le partage du savoir et l'esprit critique sont des remparts contre l'obscurantisme et le fanatisme et constituent la cible des tenant-e-s d'idéologies meurtrières et rétrogrades.

Le ministre Blanquer a déclaré à la presse se préparer à imposer un "cadrage strict" aux enseignant-e-s amené-e-s à évoquer cet attentat avec les élèves à la rentrée. Cette annonce est inquiétante, quand on sait que dans la perspective du déconfinement, le ministère de l'Éducation nationale a produit des fiches éduscol stigmatisant ouvertement les élèves de confession

Fédération SUD Éducation

② 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris

© 01 58 39 30 12

rightary fede@sudeducation.org
rightary fedews.sudeducation.org

musulmane. Ces fiches ont été retirées précipitamment suite à l'intervention d'organisations syndicales dont SUD éducation. Rappelons que le ministre n'a eu de cesse de stigmatiser et caricaturer les musulman-e-s..

Les professionnel-le-s de l'éducation n'ont pas besoin que le ministre leur explique leur métier de pédagogue. Ils et elles ont besoin d'être protégé-e-s par leur employeur quand ils et elles sont victimes de menaces. Ils et elles ont également besoin que les infirmier-ère-s, assistante-s sociales-aux, médecins, psychologues soient suffisamment nombreuses et nombreux dans les établissements pour prendre en charge tou-te-s les élèves qui en ont besoin.

A ce sens, les rassemblements prévus appartiennent à celles et ceux qui font le service public, pas à celles et ceux qui le détruisent : la présence du ministre au rassemblement parisien résonne à ce titre comme une récupération indigne. Les personnels ne s'y trompent pas.